

Politique de confidentialité des données

Publiée le 11/03/2024

PRÉAMBULE

L'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) s'engage à ce que la collecte et le traitement de vos données, effectués à partir du site <https://formation-laicite.anct.gouv.fr>, soient conformes au règlement général sur la protection des données (RGPD) et à la loi Informatique et Libertés.

Cette politique complète les mentions légales du Site internet.

FINALITÉS DU TRAITEMENT

Dans le cadre de l'utilisation de l'outil numérique de gestion des formations Valeurs de la République et laïcité, l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) est amenée à collecter et traiter des données à caractère personnel relatives aux utilisateurs de l'outil, uniquement dans le but poursuivi par cet outil, à savoir l'organisation des formations *Valeurs de la République et laïcité* : publication de l'offre de formation, gestion des inscriptions, questionnaires de satisfaction et édition de bilan du déploiement du plan de formation.

RESPONSABLE DU TRAITEMENT

Les données que vous nous confiez sont traitées par le Pôle Valeurs de la République et laïcité de l'ANCT, 20 avenue de Ségur, 75007 Paris.

CATÉGORIES DE DONNÉES RECUEILLIES

Les catégories de données collectées sur les utilisateurs du présent portail sont celles renseignées au moment de la création du compte (les données identifiées par un astérisque* sont obligatoires) :

- Civilité *
- Nom *
- Prénom *
- E-mail *
- Commune principale d'exercice *
- Téléphone
- Fonction

- Structure d'exercice principale
- Groupe lié à cette structure
- Type structure d'exercice principale
- Statut
- Secteur d'activité principal
- Exercez-vous dans le champ politique de la ville ?
- Comment avez-vous eu connaissance de cette formation ?
- Qui est à l'initiative de votre participation ?
- Courriel de votre responsable ou autre contact structure
- Besoins spécifiques

...ainsi que les données relatives aux formations suivies, aux questionnaires de satisfaction et quiz que vous êtes libres de renseigner à l'issue des formations.

DUREE DE CONSERVATION

Vos données sont conservées sous une forme permettant l'identification des personnes pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées.

BASE LÉGALE DU TRAITEMENT

La base légale du traitement de vos données est l'article 5.5 de la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public dont est investie l'ANCT.

DESTINATAIRES DES DONNÉES

Vos données sont destinées aux formateurs et organisateurs des sessions de formation dans lesquelles vous vous inscrivez ainsi qu'aux différentes organisations chargées du pilotage et du déploiement de la formation Valeurs de la République et laïcité (VRL) : ANCT, référents régionaux et départementaux VRL dans les services déconcentrés de l'Etat chargés de cette mission ainsi que les partenaires ayant la mission de coordination régionale du déploiement du plan de formation VRL.

PRINCIPES DE LA COLLECTE DES DONNÉES

Conformément à l'article 5 du Règlement européen 2016/679, les données à caractère personnel sont :

- Traitées de manière licite, loyale et transparente au regard de la personne concernée ;

- Collectées pour des finalités déterminées (cf. Article 3.1 des présentes), explicites et légitimes, et ne peuvent pas être traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités ;
- Adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées ;
- Exactes et, si nécessaire, tenues à jour. Toutes les mesures raisonnables doivent être prises pour que les données à caractère personnel qui sont inexactes, eu égard aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, soient effacées ou rectifiées sans tarder ;
- Conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées ;
- Traitées de façon à garantir une sécurité appropriée des données collectées, y compris la protection contre le traitement non autorisé ou illicite et contre la perte, la destruction ou les dégâts d'origine accidentelle, à l'aide de mesures techniques ou organisationnelles appropriées.

Le traitement n'est licite que si, et dans la mesure où, au moins une des conditions suivantes est remplie :

- La personne concernée a consenti au traitement de ses données à caractère personnel pour une ou plusieurs finalités spécifiques ;
- Le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de celle-ci ;
- Le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis ;
- Le traitement est nécessaire à la sauvegarde des intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne physique ;
- Le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement ;
- Le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement ou par un tiers, à moins que ne prévalent les intérêts ou les libertés et droits fondamentaux de la personne concernée qui exigent une protection des données à caractère personnel, notamment lorsque la personne concernée est un enfant.

DROITS DE L'UTILISATEUR

Tout utilisateur concerné par le traitement de ses données personnelles peut se prévaloir des droits suivants, en application du règlement européen 2016/679 et de la Loi Informatique et Liberté (Loi 78-17 du 6 janvier 1978) :

- Droit d'accès, de rectification et droit à l'effacement des données (posés respectivement aux articles 15, 16 et 17 du RGPD) ;
- Droit à la portabilité des données (article 20 du RGPD) ;

- Droit à la limitation (article 18 du RGPD) et à l'opposition du traitement des données (article 21 du RGPD) ;
- Droit de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un procédé automatisé ;
- Droit de déterminer le sort des données après la mort ;
- Droit de saisir l'autorité de contrôle compétente (article 77 du RGPD).

Conformément à la loi Informatique et Liberté 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'opposition (art. 38), d'accès (art. 39), de rectification ou de suppression (art. 40) des données qui vous concernent.

Vous pouvez exercer vos droits en vous adressant à l'Agence nationale de la cohésion des territoires.

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez contacter notre délégué à la protection des données : DPO@anct.gouv.fr

Ce droit s'exerce, en justifiant de son identité :

Par voie postale

Agence nationale de la cohésion des territoires
Service communication
20, avenue de Ségur
TSA 10717
75 334 Paris Cedex 07

Par voie électronique : CONTACTEZ-NOUS

Consultez le site cnil.fr pour plus d'informations sur vos droits.

CONDITIONS DE MODIFICATION DE LA POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ

L'Agence nationale de la cohésion des territoires se réserve le droit de pouvoir modifier la présente politique à tout moment afin d'assurer aux utilisateurs du site sa conformité avec le droit en vigueur.

L'utilisateur est invité à prendre connaissance de cette politique à chaque fois qu'il utilise nos services, sans qu'il soit nécessaire de l'en prévenir formellement.